

*Les crédits*

maintenant un milliard de dollars par an et provient surtout des exportations.

L'entreprise s'affaire actuellement à agrandir des installations, où des clients du monde entier se rendront pour suivre des cours touchant une variété de technologies parmi les plus modernes au monde, allant des avions aux navires. Il y a quelques années, la CAE a fait l'acquisition d'un important concurrent américain connu sous la dénomination sociale Link. Maintenant, l'entreprise est véritablement d'envergure mondiale et compte une clientèle diversifiée. Elle continue néanmoins à gérer ses affaires liées à l'électronique à partir de ses installations initiales, situées à Montréal.

La CAE a encore toutefois besoin du soutien du gouvernement fédéral. C'est le cas notamment pour le projet exécuté en collaboration avec la American National Aerospace Administration et visant à explorer l'application de la réalité virtuelle dans la cabine de pilotage. Sans le soutien du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense, la réalisation de tels projets, qui sont essentiels pour l'avenir de la CAE, ne serait pas possible.

● (1640)

C'est pourquoi le gouvernement fédéral a indiqué, dans le livre rouge, qu'il était déterminé à maintenir cet important programme. La CAE prend aussi une part active à d'autres projets de conversion de l'industrie de défense, dont certains sont fort éloignés des activités de défense traditionnelles. Elle participe actuellement à un projet visant à commercialiser un cœur artificiel conçu à l'Institut de cardiologie d'Ottawa.

Toutefois, dans ses plans d'entreprise, la CAE considère encore la défense comme une partie importante de sa stratégie. Les contrats de défense lui procurent en effet l'essentiel de son activité commerciale et lui offrent des occasions uniques d'explorer les limites de la technologie appliquée à la formation et à la simulation.

Le gouvernement fédéral s'attend à poursuivre son partenariat avec la CAE, ainsi qu'avec bon nombre d'autres sociétés innovatrices, productives et prospères. Les investissements du contribuable canadien pour assurer l'avenir de sociétés comme celles-ci n'ont jamais été plus importants. La CAE et Montréal peuvent s'attendre à prospérer à cause d'eux. La CAE s'est engagée à concevoir, mettre au point et commercialiser de nouveaux produits et de nouveaux services qui répondront aux besoins des gens au cours du 21<sup>e</sup> siècle.

Il y a bon nombre d'autres histoires de réussite d'entreprise dans l'industrie de la défense, des entreprises qui ont étendu la sphère de leurs activités et prospéré en trouvant un besoin et en répondant à celui-ci dans le monde du commerce.

La conversion de l'industrie de la défense n'est pas une chose nouvelle pour nombre de sociétés canadiennes et leur succès fait l'envie de leurs concurrents.

[Traduction]

**La présidente suppléante (Mme Maheu):** En conformité de l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qui seront soulevées ce soir à l'heure de l'ajournement: le député de Manicouagan, les relations ouvrières; le

député de Rosedale, le Rwanda; la députée des Laurentides, les vaccins antigrippe; le député de Lévis, les Jeux olympiques de 2002.

[Français]

**M. Jean H. Leroux (Shefford):** Madame la Présidente, c'est toujours pour moi un honneur, un plaisir et un privilège de prononcer, en cette Chambre, le discours qui suit, au nom des personnes de Shefford qui m'ont élu.

Comme vous le savez, madame la Présidente, ma région, la région de Granby, est durement touchée par le chômage qui sévit au pays. Je veux, par la présente, affirmer mon soutien au programme de reconversion des industries de technologies militaires. En effet, j'appuie fortement la motion présentée par mon collègue de Hochelaga—Maisonneuve, qui blâme le gouvernement pour son inertie dans ce dossier crucial et promoteur d'emplois à haute teneur technologique.

Comment le gouvernement peut-il rester immobile, oisif et même endormi devant un dossier si important? Pourtant, lors de la dernière campagne électorale, le gouvernement avait déjà formulé des engagements fermes sur ce dossier. Comme vous le savez, et comme ils en parlent sans cesse, c'est dans le livre rouge du Parti libéral et dans un communiqué émis le 26 mars 1993 que l'on retrouve ces engagements.

Que reste-t-il, maintenant, de ces engagements moraux? Je vais citer la motion présentée par mon collègue de Hochelaga—Maisonneuve pour que le gouvernement comprenne bien le sens des mots actif, alerte et entreprenant, et je le cite:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour les délais inacceptables apportés dans la mise au point et l'implantation d'une véritable stratégie de reconversion des industries militaires à des applications civiles, qui permettrait de conserver et de créer de nouveaux emplois dans des domaines de haute technologie.

● (1645)

Il me semble que cette motion rend clairement hommage au but recherché, soit la reconversion des industries militaires et des applications civiles et la création d'emplois à haute teneur technologique. Je conviens donc, à la lumière de ces informations, de rappeler au gouvernement qu'il doit tenir ses engagements et mettre sur pied rapidement une véritable stratégie de reconversion des industries militaires.

La principale raison qui motive ma position est que les dépenses sur les industries militaires ne reposent plus sur le fondement stratégique initial, étant donné l'effondrement du régime soviétique et la fin de la période de la guerre froide. Ainsi, en tant que membre du Comité mixte de la défense, je défends toujours l'idée que les sommes consacrées à la défense militaire sont passablement élevées et nécessitent un moratoire pour empêcher la dissipation des fonds publics. Toutefois, pour réaliser des coupures dans les dépenses militaires, il faut respecter la notion d'équité entre les provinces et entre les divers corps qui composent ce secteur d'activité.

Malgré le fait que le projet des hélicoptères EH-101 était prometteur sur le plan des retombées économiques au Québec, nous nous sommes opposés, nous du Bloc québécois, à ce programme, en insistant cependant sur la nécessité de garantir des retombées économiques et industrielles au Québec par le soutien d'un projet tel que le TGV, ce qui ne s'est pas encore produit.